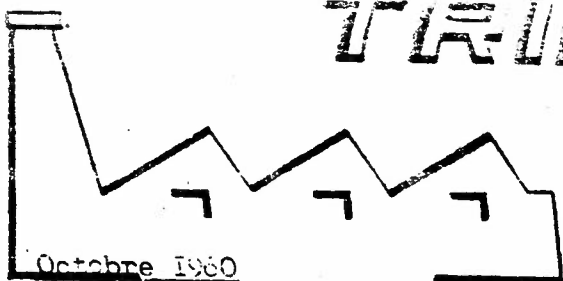


TRIBUNE

OUVRIERE



Octobre 1960

Numéro 61

Journal publié par un groupe
d'ouvriers de la Régie Renault

LE PRIX DE LA "SECURITE"

D'entre tous les maux qui nous accablent dans le monde moderne, il y en a deux qui nous paraissent les plus terribles : la guerre et le chômage. Voilà 21 ans commençait une guerre. La plupart d'entre nous l'ont vécue, et des gars de vingt ans se souviennent des privations de leur petite enfance. Toutefois, de cette guerre, à la fin du compte, la France et les Français n'en ont pas connu toutes les horreurs comme en Russie, en Allemagne et dans tous les pays de l'Europe Orientale. Depuis lors, la guerre ou plus exactement la petite guerre, est devenue pour les Français une habitude ce qui fait qu'elle ne semble pas gêner grand monde. Par contre il est une menace qui fait bien plus peur aux Français : c'est le chômage !

La dernière grande crise de chômage date de 1929 et elle devait durer plus de 5 ans. Pour nos pères et pour ceux d'entre nous qui ont de l'âge, ce fut une période très difficile et on dirait que cette crainte de perdre le travail s'est transmise jusqu'aux nouvelles générations de travailleurs. Pourtant depuis la fin de la guerre (celle de 40) on ne peut pas dire que nous avons beaucoup chômé... par contre on peut dire que nous avons travaillé de trop et que certains ont travaillé avec joie n'ayant jamais assez d'heures supplémentaires à faire. Nous avons même permis à nos maîtres de se vanter qu'ils avaient réussi à faire diminuer l'absentéisme très considérablement et plus que jamais nous avons accumulé les années d'ancienneté dans la "boîte". Aujourd'hui, devant la diminution des records de production, il y en a qui commencent à se demander si nous ne sommes pas à la veille d'une nouvelle crise économique et que demain, peut-être, nous nous retrouverons à la rue. Certains ont tellement la trouille qu'on peut les voir faire de menus cadeaux à la maîtrise, sans parler de ceux qui ne cessent de ramper.

Jusqu'à présent pourtant, et sans doute pour un temps encore long, on peut prévoir qu'il n'y aura pas de grave crise de chômage. Cela pour de nombreuses raisons en particulier celle-ci : si les travailleurs ont peur de perdre leur travail, de leur côté les patrons, eux, ont peur de perdre leur pouvoir. La crise économique, c'est la désorganisation de la société et il se peut que des hommes exaspérés par la misère et les humiliations engagent des luttes, des luttes violentes.

Mais les patrons et l'Etat ont d'ailleurs trouvé bien mieux que la crise ! Ils ont trouvé la surexploitation de ceux qui travaillent (qui produisent) pour nourrir ceux qui ne travaillent pas (les improductifs) et ces derniers sont devenus si nombreux et si voraces que bientôt chaque travailleur en nourrira un bon nombre. On pourrait en faire un petit tableau :

Ceux qui sont dans l'usine, nous les connaissons bien, ces légions de blouses blanches qui depuis la "libération" ont proliféré comme des rats dans un riche grenier. Il y a aussi ceux qui n'ont pas de blouses et ne se font pas voir et qui se contentent dans notre immense appareil commercial de toucher de substantiels chèques aux fins de mois. D'autres aussi, toujours sans blouses blanches, et qui

s'arrangent à ne pas faire de mal à la matière... mais surveillent, contrôlent, comptent, accélèrent, perfectionnent... le travail des autres.

Nous nourrissons Charlot et sa grandeur, sa folie guerrière et son projet de force de frappe. Nous nourrissons les ministres, les députés, les sénateurs, leurs maîtresses, leurs larbins. Nous nourrissons grassement les artistes qui nous font rire. Nous nourrissons depuis le petit commerçant jusqu'au grossiste en passant par toute la gamme de ceux qui se sucent largement dans la Radio et la publicité. Nous nourrissons des milliers de généraux, colonels, commandants, sans parler de toute la racaille moins galonnée. Nous nourrissons, plus que partout ailleurs dans le monde, des centaines de mille d'"hommes des forces de l'ordre" tels que : flics, C.R.S., harkis et autres "suppléatifs". Nous nourrissons une armée de métier et même nos fils pour qu'ils aillent apprendre à tuer pendant 2 ans et demie. Nous nourrissons "Véronique (la fusée française) mais il faut le reconnaître elle nous coûte moins cher actuellement que ses semblables coûtent à Ivan et à John, qui eux, ont des hommes de science bien plus savants que les nôtres et leur inventent des choses qui vont bien plus haut mais aussi, hélas, coûtent plus cher.

En fait, nous nourrissons maintenant trop de monde pour que ceux-ci se privent de notre travail. Ils vont donc le plus longtemps possible essayer de nous faire travailler avec une seule idée en tête : " il y a des individus sacrifiés : les ouvriers ; tant que nous n'aurons pas réussi à les remplacer par des robots d'acier et de lampes électroniques il faudra leur faire rendre le maximum et les abrutir tellement par le travail que nous ne devrions pas être embêtés par leur lutte revendicative". Il faut reconnaître que jusque-là la classe gouvernante a obtenu de bons résultats en échange d'une certaine "sécurité du travail", de notre travail qui les nourrit de plus en plus largement. Cette sécurité qu'on nous a accordée c'est : le plein emploi (quand on fait moins d'heures on est partiellement indemnisé, de même si on est chômeur). La Sécurité Sociale et autres Allocations Familiales qui permettent à la classe dominante d'avoir des travailleurs relativement "en bon état de marche" et aussi capables de fournir les travailleurs de demain. Les primes d'assiduité et autres primes d'ancienneté qui offrent aux patrons un personnel respectueux des règlements et bien rôdé au travail. Il y aussi nos maigres compensations des fins de quinzaine, les vacances et pour quelques privilégiés deux à trois ans de retraite bien gagnées. Nous connaissons aussi d'autres satisfactions, par exemple de lire ou de s'entendre dire, sans rire "que la classe ouvrière est grande et forte et qu'elle a arraché ceci ou cela (ces dernières années) et qu'avec un gouvernement un peu plus démocratique tout irait pour le mieux".

Sans doute des gens seront offusqués par ce langage : ceux qui trouvent que leur sort ou celui des travailleurs en général "n'est pas si mal que ça" ; les bons toutous, les petits moutons, si bien occupés à lécher les bottes de leurs maîtres qu'ils en oublient qu'ils sont des hommes. Mais à côté de ceux-là il y a tous les autres travailleurs qui devront réagir s'ils ne veulent pas se laisser abrutir complètement.

CAMARADE ! FAIS CIRCULER CETTE TRIBUNE, ELLE EST TA TRIBUNE.

CAMARADE, AIDE-NOUS, FAIS-NOUS PART DE TES REFLEXIONS, DE TES CRITIQUES, DE TES SUGGESTIONS.

POURQUOI LES PARTIS DE GAUCHE SONT-ILS CONTRE L'INSOUMISSION ?

Il ne se passe plus de jour sans que les partis de gauche fassent des déclarations contre la guerre d'Algérie. Le ton y est en général catégorique et réconfortant : "Nous n'accepterons pas la guerre" ; "Le militarisme reculera" ; "Le mouvement contre la guerre s'intensifie" ; "L'heure des négociations approche", etc.

Malgré toutes ces palabres la guerre continue. Rien ne change si ce n'est que ça continue plus fort qu'avant. Le bavardage de ces gens a toutefois une limite ; cette limite c'est celle qui met en question le régime bourgeois, son armée, la patrie et le drapeau. Ces choses-là sont considérées, par ces hommes politiques, comme sacrées et intouchables. Quand des jeunes luttent contre la guerre et poussent la logique de leur action jusqu'à désertir, et que d'autres les approuvent, alors les partis de gauche se refusent. Ils ne sont plus d'accord. Ils font machine arrière et condamnent les "aventuristes". Bien sûr comme ces partis ont su prendre des habitudes de jésuites ils condamnent... tout en étant solidaires. Ils réprouvent... tout en manifestant leur soutien.

Mais la réalité est là et la politique du P.C. ou du P.S.U. ne peut pas aller plus loin, elle est bloquée. Pourquoi ces partis se refusent-ils à franchir ce pas ? Pour le comprendre il faut d'abord savoir pourquoi ces partis sont à présent contre la guerre après avoir été pour la guerre. Quand de concert ils votaient les pouvoirs spéciaux et envoyaient les jeunes "casser du fellahga" c'était pour protéger les intérêts français en Algérie, c'est-à-dire de ceux qui ont des intérêts à défendre. De Mendès France à Thorez tout le monde était d'accord pour voler au secours des colonisateurs, des grands trusts et des petits colons.

Puis les choses ont changé et les Français n'ont pas été les plus forts comme à Sétif en 1945. Ils n'ont pas pu écraser la rébellion en quelques jours. Ils n'ont pas pu noyer dans le sang "ces quelques énervés" ; alors la gauche française a transformé sa politique. Cette gauche a pensé que la meilleure façon de préserver les intérêts des bourgeois français en Algérie était de discuter avec les combattants. Pour eux la chose devenait très claire : quand on ne peut pas écraser un ennemi il vaut mieux discuter avec lui. Ils se présentaient ainsi comme les avocats intelligents de la bourgeoisie française tandis que les ultras étaient des avocats imbéciles quand ils avaient la prétention de tout casser. Pour les partis de gauche il a fallu plus de deux ans de guerre pour leur faire comprendre ce que la droite n'a pas encore compris en presque 7 ans de guerre. Pour convaincre ces bourgeois les partis de gauche n'ont rien ménagé. Ils se sont montrés plus patriotards que les plus ardents patriotes. Ils ont pris à de Gaulle ses slogans sur la "grandeur de la France" pour se montrer plus gaulliste que lui. Ils ont essayé de tranquilliser la bourgeoisie en s'abstenant de toute action efficace contre la guerre : pendant ce temps des jeunes sont passés à l'action et ont lutté ouvertement contre le régime en désobéissant et en désertant.

Mais là les politiciens de gauche ne sont plus d'accord. Nier la valeur de la notion de patrie ? Alors tout est remis en cause pour des partis qui se proposent à longueur de journée de construire une grande France capitaliste (tout comme de Gaulle mais sans lui). Fouler au pied le drapeau ? Les politiciens sont épouvantés : ce n'est pas cela qu'ils désirent. Ce qu'ils veulent c'est l'ordre ; l'ordre capitaliste, peu importe, pourvu que cet ordre les protège et leur donne leur chance en leur offrant des postes, pour le moment dans un semblant d'opposition mais avec la perspective de commander un jour à cette même armée et à cette même police. LES PARTIS DE GAUCHE ESPERENT DIRIGER UN JOUR LES FORCES, MILITAIRES ET AUTRES, DE LA NATION, AUSSI LE PROBLEME, POUR EUX, EST DE LAISSER INTACTES CES FORCES ET DE SE MAINTENIR EN TANT QUE PARTIS POLITIQUES. Alors que leur importe que des Algériens se fassent tuer ou que des travailleurs gaspillent leur jeunesse à se battre contre eux ? Ce ne sont pas leurs préoccupations, cela les indiffère. Ils veulent vivre, eux, en tant qu'organisations politiques et pour que ces organisations

... / ...

politiques vivent librement ils se feront gentils avec le pouvoir gaulliste ; ils se contenteront de faire des pétitions, puis d'autres pétitions, des Comités de Paix en Algérie, des motions votées à l'unanimité dans les Congrès... et ensuite ils attendront la mort du vieux Charlot et iront quémander les voix des électeurs pour le remplacer tout simplement.

GREVE A L'ESTAFETTE

A l'usine O, au montage de l'Estafette, les travailleurs du Département 75 ont manifesté leur mécontentement en organisant un système de débrayage de 2 heures à tour de rôle par atelier. Les revendications étaient : réductions des cadences ; reconsidération des études de poste ; augmentation des salaires et réduction du temps de travail (45 heures payées 48). Mais pour faire céder la direction sur des revendications particulières il faut plus que cela.

Les cadences de travail font l'objet de luttes perpétuelles entre les ouvriers et la direction ; les études de poste sont une sorte de brimade et d'arme à double tranchant car si nous pouvons améliorer un peu notre salaire en faisant valoriser un travail plutôt qu'un autre ce sont toujours les mêmes, les moins aptes manuellement et physiquement en général, qui ont le travail le moins payé. Quant aux 45 heures payées 48 ce n'est pas une action limitée à 3 ou 4 ateliers qui pourra changer quoi que ce soit.

Après 15 jours de ce système de débrayage par atelier les ouvriers avaient décidé, pour le 23 Septembre, d'une grève de 2 heures pour l'ensemble des ateliers. Justement la veille, le 22 jour de paye, quelques uns d'entre eux constatèrent une augmentation de salaire relative à la revalorisation de certains poste de travail ; dans le même temps la direction envoyait une lettre à domicile à chaque gars : M. Clees les menaçait et leur enjoignait de cesser ces débrayages, et soit par crainte à la suite de cette lettre, soit à la suite des quelques avantages obtenus sur la paye du 22 ou aussi, peut-être, par l'isolement dans lequel ils se sont trouvés : les ouvriers du 75 ont cessé leur action et la grève du 23 Septembre n'a pas eu lieu.

Comme le dit "La voix de l'usine" (C.G.T.), le problème des salaires reste posé, nous devons tous nous en persuader. La carotte de l'âne des études de poste ne solutionne pas le problème des salaires en général ce n'est qu'un palliatif pour certains. Nous devons aussi nous persuader que les 45 heures payées 48 ne peut être qu'un objectif correspondant à une action de masse. S'il est vrai que la direction peut payer c'est à nous de le lui imposer.

La direction attaque nos salaires et nos camarades de travail. Pas de licenciements ! Tout le monde à 40 heures : le maintien de notre salaire intégral. Une seule forme d'action : Election de comités d'action dans chaque atelier et la réunion immédiate de tous les comités de l'usine. PAS D'ACTION SEPARÉE. TOUS SOLIDAIRES DES LICENCIES.

Question sur la manifestation contre la guerre d'Algérie proposée par la C.G.T. pour le Mardi 25 Octobre à la Mairie de Boulogne.

- "Avez-vous l'intention de faire une action concertée avec les autres localités et les étudiants ou avez-vous l'intention de nous faire dérouiller par les flics les uns après les autres ?"